

## ÉDITORIAL

### Reconnaissance et dialogue

La France vient de vivre une rentrée et un début d'automne de mobilisations et de protestations autour du projet de réforme des retraites de notre Président, projet injuste et financièrement dangereux. N'a-t-on pas entendu Monsieur Woerth évoquer une revoyure de la loi, censée résoudre tous les maux de notre système, en 2013 ?

Ce conflit social laissera des traces indélébiles. Le constat est clair. Les corps intermédiaires de notre société : organisations politiques, syndicats, associations, n'ont plus voix au chapitre. L'assemblée nationale semble devenue une chambre d'enregistrement. Nos députés ne bâtissent plus de lois. Le Sénat semblerait même plus dynamique... c'est peu dire ! Les syndicats sont peu écoutés voire méprisés. Quant aux associations, elles sont ignorées. Se positionner seul face au peuple, telle est la conception de la démocratie de Nicolas Sarkozy. Cela s'appelle le populisme et c'est inéluctablement dangereux surtout couplé à une dérive sécuritaire.

Ce constat sur l'état de notre dialogue social est très grave. La France n'est pas en position de pouvoir se passer de toutes les énergies constructives qui la constituent. La crise n'est pas finie et de plus en plus d'entre nous souffrent isolément, silencieusement.

Restaurer ce dialogue sera un enjeu majeur des futures échéances de 2012. Les socialistes devront notamment mettre en avant leur écoute dans l'exercice des responsabilités, comme à Guipavas, à Bmo ou à la Région. Ils devront également valoriser leurs propositions sur l'Égalité réelle, notamment pour les jeunes. Mais, cela ne sera pas suffisant.

Je crois que la très grande majorité des Français souhaite être reconnue pour ce qu'elle est, ni plus ni moins. Plus personne ne rêve qu'on lui décroche la lune. Les Français ne souhaitent plus de « *Travailler plus, pour gagner plus* ». Ils demandent que leurs efforts, leur travail, leurs vies soient justement reconnus. Ils aspirent simplement à vivre ensemble, sans stigmatisation.

Les socialistes ont travaillé pendant toute cette année 2010 à construire leur projet pour 2012, par l'intermédiaire de quatre conventions thématiques. La dernière sur l'Égalité réelle a donné l'occasion à la section de Guipavas de recevoir la convention départementale, animée par Benoît Hamon. Moment riche d'écoute, d'échanges, de construction collective autour d'une valeur fondamentale : l'égalité.



*Florent Gayte, Secrétaire de section de Guipavas*

## SOMMAIRE

### Page 1

**Éditorial :**  
**Reconnaissance et dialogue**

### Page 2

**Les HLM et leurs habitants au secours du déficit de l'État**

**Le Parti Socialiste européen : une force qui s'affirme**

### Page 3

**Enfin une médiathèque à Guipavas**

**Le département, l'échelon des solidarités sociales et territoriales**

### Page 4

**2010, année des fondations du projet socialiste**



*La section de Guipavas a reçu Benoît Hamon, le 6 novembre, à l'occasion du lancement de la Convention Égalité réelle*

# Les HLM et leurs habitants au secours du déficit de l'État

**Le gouvernement se propose de mettre en place une taxe de 340 M€ par an, sur les loyers des organismes HLM, pour les trois prochaines années.**

**Rien que pour Brest métropole habitat, office public rattaché à notre Communauté Urbaine, cela représente un prélèvement de 1,2 M€ par an.**

Dans le même temps, le budget des aides à la pierre de l'État pour le logement social passera de 630 M€ en 2010, à 500 M€ en 2011 et 400 M€ en 2013, selon le projet de loi de finances de 2011.

En réalité avec ce nouveau prélèvement annuel de 340 M€, l'État ne paiera plus que 160 M€ en 2011 et 60 M€ en 2013.

Si ces mesures sont mises en place, les aides à la pierre seront largement payées par le logement social lui-même et ses locataires et non plus par la solidarité nationale. Cela fragilisera la qualité du service aux locataires, remettra en cause



des programmes de logements neufs et aura des conséquences dramatiques pour le secteur du bâtiment.

Ainsi, ce sont environ 80€ par foyer qui seront prélevés. Ajoutez à cela que les

nouvelles règles d'attributions des APL vont priver les personnes les plus en difficulté, en particulier les jeunes, des soutiens indispensables à leur installation dans un logement.



Brest métropole océane a, depuis de nombreuses années, une forte politique en faveur de l'habitat accessible à tous, tant en direction du parc privé que du parc public, dont la construction et la rénovation du parc constitue un volet essentiel.

Une telle orientation est inacceptable au moment où notre pays traverse une crise sans précédent touchant gravement les ménages les plus modestes pour lesquels le logement reste l'un des derniers piliers de leur sécurité et de la cohésion sociale.

*Alain Queffelec*

## Le Parti Socialiste Européen : une force qui s'affirme

**Le Conseil Européen, qui rassemble les chefs d'État et de gouvernement, joue dans la mécanique institutionnelle communautaire le rôle d'une sorte de Sénat fédéral, d'une deuxième chambre législative. Il serait donc logique que les gouvernements s'y rassemblent en fonction de leurs sensibilités.**

Le Parti Socialiste Européen avance, dans ce domaine, de manière déterminée. Le PSE a décidé, lors du congrès de Prague de décembre 2009, de renforcer le rôle des conférences des leaders, qui rassemblent les chefs de gouvernement et les chefs de partis socialistes et sociaux-démocrates, afin d'aboutir à des décisions communes.

Les leaders socialistes européens ont lancé un appel pour une politique économique en faveur d'une croissance juste.

A contre-courant des propositions de la droite européenne, ils ont insisté sur la nécessité de partager de manière juste les sacrifices à réaliser, de prendre en compte non seulement la position budgétaire des pays, mais également la situation de leur marché du travail, l'état des inégalités, etc... Dans la lignée du document commun PS/SPD, ils suggèrent que les États ayant des soldes trop positifs participent à l'effort de rééquilibrage. Ils proposent également de nouvelles sources de financement, à partir d'une taxe sur les transactions financières et de recours aux eurobonds.

Les chefs de gouvernement socialistes présents au Conseil Européen (à 5, ils ne représentent plus que 65 votes sur 345 voix) ont ensuite porté ces propositions au sein du Conseil Européen. Ils se comportent en fait comme un groupe parlementaire au sein du Conseil. Il reste à vérifier que l'initiative sera renouvelée



*Le parlement européen*

et même systématisée. Elle montre bien que, pas à pas, le Parti Socialiste Européen, se constitue comme réalité politique.

En liaison avec le groupe parlementaire des Sociaux Démocrates, le PSE devient progressivement une force politique à l'échelle de l'Europe.

*Section de Guipavas*



# Enfin une médiathèque à Guipavas



Mitterrand racontait la chose suivante : « Mettre une pierre l'une sur l'autre ça a du sens pour moi. Vous connaissez l'histoire de l'étranger qui demande à des ouvriers :

- Qu'est ce que vous faites ?  
- Nous entassons des pierres. Puis plus loin, à un autre la même question.  
- Nous bâtissons une cathédrale. C'est la différence. La culture, la recherche et l'éducation doivent être de l'action. Quand on investit pour créer on donne de la force au pays ».

BÂTISSEUSE, la MUNICIPALITÉ de gauche de Guipavas LE SERA.

Nos ambitions sont claires, Guipavas aura une médiathèque digne de ce nom, digne d'une ville de bientôt 15 000 habitants.

Localisée dans le prolongement de l'Alizé, cette structure sera une partie intégrante du nouveau pôle culture de Guipavas et verra le jour à l'horizon

2013-2014.

Ce projet tant de fois annoncé par tous pendant les campagnes électorales municipales, les élus de gauche vont le mener à bien.

Nous socialistes, sommes animés par une conviction, la culture a un rôle fondamentalement émancipateur, tant au plan individuel que collectif. L'économie et la société de demain reposeront au premier chef sur les capacités d'innovation, de connaissance, de création, de recherche. L'art et la culture constituent des atouts décisifs pour notre pays, à condition que l'on veuille bien leur redonner la priorité qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

Les dernières manœuvres du gouvernement (ils disent réforme) ; suppression de la taxe professionnelle, de la clause de compétence générale ; mettent en danger les collectivités locales dans le soutien considérable qu'elles apportent à l'art et à la culture. Cette menace nous interpelle sur la priorité que donne le gouvernement



A côté de l'Alizé, le site de la future médiathèque

Sarkozy à la culture (Inutile d'évoquer les propos du président de la République sur la princesse de Clèves !).

Gageons que les élu(e)s socialistes de Guipavas feront de cet outil un exemple en matière de gestion municipale en menant une réflexion pertinente sur les missions et les services rendus aux Guipavasiens par cette médiathèque.

Alain Coquillon



## Le Département, l'échelon des solidarités sociales et territoriales

L'Assemblée des Départements de France (ADF) réunit les présidents des 102 départements, 96 métropolitains et 6 ultramarins. Outre ses fonctions de représentation auprès des pouvoirs publics et de centre de ressources pour les conseils généraux, cette association pluraliste permet aux élus et aux techniciens de se rencontrer régulièrement, de confronter leurs idées et d'échanger leurs expériences.



Établissement Jacques Brel de Guipavas

Les 20 et 21 octobre derniers se tenait le 80<sup>e</sup> congrès de l'ADF. Dans un contexte

de crise économique et sociale, de difficultés budgétaires et financières, les 102 présidents des conseils généraux, toutes tendances confondues, ont adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle ils expriment leur grande inquiétude quant à la dégradation des finances départementales, liée à l'augmentation des trois allocations universelles de solidarité versées pour le compte de l'État\*, à la perte d'autonomie fiscale et au gel des dotations de l'État à l'égard des collectivités territoriales.

Les Départements sont en effet chargés de verser des allocations qui connaissent une croissance forte et continue, et sur lesquelles ils n'ont pas de maîtrise, puisqu'ils n'en définissent ni les critères ni les contours et qu'elles sont dépendantes de facteurs démographiques et sociaux. Dans le même temps, ils se voient retirer la quasi-totalité de leurs recettes fiscales (taxe professionnelle et taxe d'habitation). En Finistère, par exemple, pour la première fois de l'histoire du Département, le montant des recettes 2011 sera en baisse. Face à ces réalités, les conseils

généraux ont déjà tous mis en place des mesures de rigueur. Ils n'ont plus maintenant aucune marge et ne peuvent accepter de diminuer l'investissement public local pour assurer la solidarité nationale. Aujourd'hui, l'urgence est de trouver des remèdes durables. Chacun a conscience des défis qui s'imposent aux finances publiques françaises et du contexte financier tendu, mais il est nécessaire qu'un véritable débat se tienne au Parlement pour que les termes de l'enjeu de la solidarité nationale soient posés. Une injustice importante demeure si les citoyens ne sont pas égaux devant l'accès aux droits. Ils ne le sont pas dans les faits si ces droits dépendent des ressources de leur département. Seule la solidarité nationale permet de leur assurer cette égalité.



Nathalie Sarrabezolles

\*APA (allocation personnalisée d'autonomie), RSA (revenu de solidarité active) et PCH (prestation de compensation du handicap).

# 2010, année des fondations du projet socialiste

La première secrétaire nationale du Parti Socialiste, Martine Aubry, avait fait de cette année 2010 une année de travail, en choisissant quatre thématiques, quatre conventions et quatre votes :

- En mai, la première convention consacrée au Nouveau modèle de développement économique, écologique et social.
  - En juin, la seconde consacrée à la Rénovation du Parti Socialiste.
  - En septembre, la troisième consacrée à l'International.
  - En novembre, la dernière convention, l'Égalité réelle
- A chaque fois, les socialistes guipavasiens ont participé en proposant et amendant les textes soumis aux votes. La dernière convention a donné lieu à l'organisation d'une matinée complète d'échanges avec Benoît Hamon, à Guipavas.



C'est ainsi qu'autour des trois ateliers suivants :

- L'Égalité femmes/hommes
- Handicap : tous égaux en droit ?
- Jeunes : la génération sacrifiée ?,

les socialistes guipavasiens et leurs invités ont pu bâtir des propositions concrètes en faveur de plus d'égalité, telle que l'allocation d'autonomie pour les jeunes étudiants, l'obligation faite aux employeurs d'aboutir à l'égalité salariale femmes/hommes, ou bien encore l'affirmation du caractère prioritaire des postes d'Auxiliaire de Vie Scolaire, afin que tous les enfants handicapés puissent être correctement scolarisés.

En conclusion, une année 2010 dense, studieuse, concrète et constructive pour les socialistes qui ont débuté l'élaboration de leur projet pour 2012.

*Section de Guipavas*



*Ce supplément à Cap Finistère est réalisé par la section de Guipavas du Parti Socialiste, grâce aux cotisations de ses adhérents.*

« Ne demandez pas ce que votre  
pays peut faire pour vous.  
Demandez ce que vous pouvez  
faire pour votre pays. »

*John Fitzgerald Kennedy*



*La section du Parti Socialiste de Guipavas,  
vous souhaite une bonne et heureuse année*

2011

